

La politique au gré des sondages...

Par [JFB](#) le mar 10/04/2007 - 13:33

Depuis les élections municipales d'octobre 2006, les sondages mesurant la popularité des deux grands partis politiques en Hongrie (le parti socialiste (MSZP) et le Fidesz) peuvent laisser perplexe. En effet, malgré la chute de popularité considérable qu'a subi le parti socialiste au pouvoir à la suite du dévoilement de son programme de réformes, il semble désormais que l'opinion publique témoigne d'un soutien plutôt stable à son égard. Analyse.



Depuis que la coalition de gauche, réélue en avril 2006, a annoncé son programme de réformes, la popularité du parti socialiste hongrois a fortement baissé, et ce même si les effets des mesures d'austérité ne se sont faits ressentir que début 2007. L'augmentation de 30% en moyenne du prix du gaz en septembre, mesure assurément impopulaire du gouvernement, n'a en effet pas été suivie de conséquences désastreuses sur le budget des Hongrois, puisque le pays a connu un hiver relativement doux.

Par ailleurs, malgré le fameux discours d'Öszöd, en septembre dernier, au cours duquel le premier ministre Ferenc Gyurcsány a avoué, en des termes assez vulgaires, avoir dissimulé la véritable situation économique du pays, le parti socialiste semble pourtant tenir la route.

En effet, ainsi que l'indique le graphique n°1 (page 3), le Fidesz n'a pas réussi à canaliser les voix des électeurs que la gauche a déçus depuis les législatives de 2006. C'est en revanche la part des indécis qui a augmenté et de façon générale, c'est l'élite politique du pays qui ne bénéficie plus vraiment de la confiance de la population. Selon une étude de l'institut Tárki, la proportion de ceux qui ne font pas confiance au gouvernement est en effet en hausse constante depuis 2004. A cet égard, il est intéressant de prendre en compte des réalités plus enfouies. Ainsi, d'après un sondage de l'institut Gallup, les Hongrois perçoivent l'avenir économique du pays d'un oeil de plus en plus pessimiste, en parallèle non pas avec les effets, mais avec le sentiment suscité par le dessein gouvernemental de «devoir se serrer la ceinture».

Voici donc le paradoxe : la population prend ses distances vis-à-vis de ceux qui gouvernent le pays, mais le parti socialiste, malgré son évident recul par rapport à l'opposition, garde une ligne plutôt stable sur le moyen terme.

Pourquoi la popularité du gouvernement et en particulier du premier ministre se trouve-t-elle aussi bas ? Est-ce en raison des mesures d'austérité, ou plus précisément à cause du fameux discours d'Öszöd, dont il est clair qu'il a provoqué le mécontentement d'une grande partie de la population ? Est-ce donc Ferenc Gyurcsány qui fait figure de bosse sur le dos du parti, l'homme d'État que le Fidesz traite de «moralement discrédité» et dont l'éloignement susciterait une hausse de popularité du MSZP ?

Mais est-ce vraiment dans l'intérêt du Fidesz de faire chuter le gouvernement en place ?

Le Fidesz gagnerait certainement les élections législatives, si ces dernières étaient avancées, mais il n'aurait pas d'autre choix que de poursuivre les réformes entreprises par son adversaire et dont il a d'ailleurs reconnu le caractère inéluctable. C'est bien là tout le paradoxe dans lequel s'est enfermée l'opposition qui se livre à une attaque constante contre le gouvernement et communique avec violence contre les mesures adoptées par ce dernier. Car si le Fidesz remettait en cause les réformes, il en payerait lui-même les frais tôt ou tard. Et pourtant Viktor Orbán, le chef du Fidesz, tient le gouvernement sous pression sans relâche, ce qui donne l'impression que l'opposition souhaite véritablement des élections anticipées (notamment un référendum réclamé par l'opposition au sujet des mesures gouvernementales). Le Fidesz maintient une pression permanente et évoque des buts à atteindre, sans finalement vouloir les atteindre vraiment. Bref, la protestation est constante, mais elle est contrainte de le rester, sans aboutissement.

Comment les investisseurs étrangers appréhendent-ils la situation ?

Ces derniers font la distinction entre les questions morales et économiques. Après la soi-disant «crise morale» de septembre-octobre, le cours du forint n'a pas baissé par exemple. Les investisseurs étrangers voient en la personne de Gyurcsány la garantie de réformes efficaces - ce qui est de toute évidence dans leur intérêt. La chute de Gyurcsány provoquerait une incertitude de leur part quant à l'avenir du pays et l'intérêt d'y investir. En même temps, la faible popularité du premier ministre éveille des doutes sur la perspective des réformes en cours : vont-elles aboutir ? La

politique hongroise se piège en quelque sorte : le manque de confiance de la population rend incertain l'avenir des réformes, mais sans résultats concrets à moyen terme, cette confiance ne peut être rétablie.

En somme, le maître mot demeure la confiance. C'est ce qui explique pourquoi aucun consensus digne de ce nom n'a pu être établi pour mener courageusement la Hongrie vers les réformes structurelles dont elle a besoin et face auxquelles son élite aura attendu le dernier moment avant de franchir le pas. János Kis, philosophe et sociologue, explique précisément que c'est le manque de confiance citoyenne qui met en exergue les effets douloureux des réformes à court terme, sentiment qui l'emporte, aux yeux de la population, sur les conséquences positives à long terme. Kis en conclut que les dirigeants politiques préfèrent se livrer au jeu de la démagogie en matière économique et adopter une ligne politique dont le seul but est de maximiser les votes sans réelle idée directrice. La «protestation permanente» du Fidesz ne témoigne pas d'autre chose : un flux sans aboutissement, un horizon sans idée.

Face à l'absence de compromis entre les responsables, incapables de se mettre d'accord sur l'essentiel, la société demeure passive. Elle ne participe pas à la construction du pays et ne fait que subir ce que le jeu politique lui impose.

Dans cette situation, il est dans l'intérêt des deux grands partis de continuer d'agir en dépensant, au rythme des élections. La démagogie politico-économique consiste justement à discourir sur la hausse du niveau de vie des gens à très court terme. Le graphique n°2 montre en effet comment les responsables perdent les rennes du déficit public à l'approche des élections.

Après la chute du régime socialiste en 1989-1990, la population a rapidement perdu l'illusion selon laquelle le capitalisme allait augmenter de façon spectaculaire son niveau de vie. Le paternalisme de l'État a quant à lui survécu au changement de régime, et nombreux sont ceux qui exigent encore et toujours que l'État prenne en charge leurs responsabilités.

Si la popularité du MSZP demeure stable, c'est parce que les responsables du pays avancent à tâtons, sans perspectives. Le Fidesz joue une fuite en avant et le gouvernement ne dispose pas de la base nécessaire pour proposer des idées qui se révéleraient porteuses à long terme. Dans les deux cas, c'est du pas à pas, sans horizon, qu'il s'agisse de l'évidente absence de confiance pour le gouvernement, ou

de la peur du Fidesz de dissiper l'illusion de confiance à son égard, illusion maintenue par la permanence de sa révolte. Les chiffres sont clairs : l'action politique ne se débloque pas, et cela rend l'opinion publique non pas indifférente, mais muette.

Pál Planicka

- 3 vues

Catégorie

Agenda Culturel